



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question écrite n° 22622

Texte de la question

M. Robert Lamy appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'étude publiée le 17 novembre par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui chiffre le chiffre de la croissance française à 2,4 % pour 1999. Cette prévision semble rejoindre celle d'autres instituts, qui jugent qu'une baisse des monnaies américaines et japonaises peut destabiliser l'Europe. Alors que le budget de 1999 a été construit sur des prévisions économiques beaucoup plus optimistes avec une croissance de 2,7 %, il lui demande si cet optimiste reste toujours de mise au vu de cette étude de l'OCDE.

Texte de la réponse

L'OCDE a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour la France pour cette année. Elles s'établissent à présent à 2,4 % contre 2,8 % au printemps alors que la loi de finances table sur une croissance de 2,7 %. Cet écart assez faible repose sur une évaluation plus défavorable des effets sur l'Europe de la crise financière touchant les pays émergents et de la récession japonaise. Elle tient compte également de l'appréciation supplémentaire du taux de change effectif du franc intervenue depuis l'été. De fait, l'économie française n'est plus actuellement sur un rythme de croissance de 2,7 % : les comptes trimestriels provisoires publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques pour le troisième trimestre 1998 font ainsi état d'un ralentissement sensible (le produit intérieur brut aurait progressé de 0,5 % contre 0,7 % au premier trimestre et 0,8 % au deuxième). En outre, les enquêtes dans l'industrie témoignent d'une dégradation des perspectives des entrepreneurs et des carnets de commandes venant de l'étranger qui laisse présager un ralentissement marqué de la production industrielle au cours de cet hiver. Pour autant, cette dégradation devrait être temporaire. Deux facteurs favorables devraient en effet continuer à soutenir l'activité dans les mois à venir. D'une part, la vigueur de la demande intérieure ne se dément pas : la confiance des ménages demeure à un niveau exceptionnellement élevé, et la consommation reste très soutenue, notamment par la forte progression du pouvoir d'achat, le dynamisme des créations d'emplois et le bas niveau des taux d'intérêt. D'autre part, l'environnement international devrait s'améliorer cette année : redressement progressif des économies émergentes asiatiques, rebond aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, notamment. Enfin, il convient de ne pas surestimer l'impact d'une légère révision à la baisse de la croissance sur les comptes publics. Celle-ci résultant de la dégradation des exportations françaises, elle ne devrait avoir qu'un effet limité sur les recettes fiscales. A contrario, la vigueur de la consommation garantirait une bonne tenue de la TVA qui représente environ 50 % des recettes de l'Etat. A titre de prudence, le Gouvernement a cependant retenu dans son programme pluriannuel de finances publiques un scénario à 2,7 % et un scénario à 2,4 %, pour la croissance 1999.

Données clés

Auteur : [M. Robert Lamy](#)

Circonscription : Rhône (8^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22622

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 1998, page 6633

Réponse publiée le : 25 janvier 1999, page 457